

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND ANGOULEME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE SEANCE DU 29 MARS 2012

Délibération
n° 2012.03.034

Lancement d'une
procédure de contrat
de partenariat pour la
construction du stade
communautaire
d'athlétisme :
résultats de
l'évaluation préalable
et adoption du
principe

LE VINGT NEUF MARS DEUX MILLE DOUZE à 18h30, les membres du conseil communautaire se sont réunis au siège de la communauté d'agglomération du Grand Angoulême - 25 boulevard Besson Bey à ANGOULEME suivant la convocation qui leur a été adressée par Monsieur le Président.

Date d'envoi de la convocation : **22 mars 2012**

Secrétaire de séance : Brigitte BAPTISTE

Membres présents :

Philippe LAVAUD, Denis DOLIMONT, Jean-Claude BEAUCHAUD, François NEBOUT, Michel BRONCY, Fabienne GODICHAUD, Didier LOUIS, Jean-Claude BESSE, Michel GERMANEAU, Nicolas BALEYNAUD, Brigitte BAPTISTE, André BONICHON, Serge BOUCQ, Patrick BOUTON, Yves BRION, Stéphane CHAPEAU, Christophe CHOPINET, Bernard CONTAMINE, Françoise COUTANT, Monique DALLAIS, Marie-Noëlle DEBILY, Gérard DESAPHY, Gérard DEZIER, Jacques DUBREUIL, François ELIE, Guy ETIENNE, Annette FEUILLADE-MASSON, Maurice FOUGERE, Jean-Pierre GRAND, Janine GUINANDIE, Maurice HARDY, Robert JABOUILLE, Madeleine LABIE, Joël LACHAUD, Françoise LAMANT, André LAMY, Dominique LASNIER, Francis LAURENT, Redwan LOUHMAI, Bertrand MAGNANON, Véronique MAUSSET, Djillali MERIOUA, Jacques NOBLE, Jean PATIE, Marie-Annick PAULAIS-LAFONT, Catherine PEREZ, Jacques PERSYN, Laurent PESLERBE, Alain PIAUD, Rachid RAHMANI, Philippe RICHARD, Frédéric SARDIN, Dominique THUILLIER, Patrick VAUD

Ont donné pouvoir :

Jean-François DAURE à Yves BRION, Jacky BONNET à Françoise COUTANT, Catherine DEBOEVERE à Robert JABOUILLE, Martine RIVOISY à Jacques NOBLE, Zahra SEMANE à Nicolas BALEYNAUD

Excusé(s) représenté(s) :

Catherine DESCHAMPS par Christophe CHOPINET, Christian RAPNOUIL par Serge BOUCQ, Gilles VIGIER par Monique DALLAIS

Excusé(s) :

Nadine GUILLET, Cyrille NICOLAS

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 29 MARS 2012

**DELIBERATION
N° 2012.03.034**

EQUIPEMENTS STRUCTURANTS /
EQUIPEMENTS SPORTIFS

Rapporteur : **Monsieur BRONCY**

**LANCEMENT D'UNE PROCEDURE DE CONTRAT DE PARTENARIAT POUR LA
CONSTRUCTION DU STADE COMMUNAUTAIRE D'ATHLETISME : RESULTATS DE
L'EVALUATION PREALABLE ET ADOPTION DU PRINCIPE**

Par délibération n°274 du 12 décembre 2011, le conseil communautaire a adopté les éléments essentiels du programme technique, fonctionnel et environnemental pour la construction du stade communautaire d'athlétisme et l'enveloppe financière prévisionnelle globale estimée à 6 690 000 € HT.

Afin d'étudier les différents montages contractuels possibles, notamment la mise en œuvre d'un contrat de partenariat public-privé, le GrandAngoulême a lancé une consultation relative aux missions d'évaluation préalable, visée à l'article L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et d'assistance à la passation de ce type de contrat.

Le marché n°2011/159 a ainsi été attribué au groupement constitué du cabinet d'avocats RACINE (mandataire), du cabinet d'experts financiers C5P et du cabinet d'expertise technique INGE SPORT.

Le groupement RACINE / C5P / INGE SPORT a remis son rapport d'évaluation préalable le lundi 12 mars 2012. Une synthèse de ce rapport est annexée à la présente délibération et la totalité du document est consultable sur l'espace collaboratif CAC 15 et au siège de l'agglomération.

Pour identifier les motifs de caractère économique, financier, juridique et administratif qui conduisent le GrandAngoulême à engager la procédure de passation d'un contrat de partenariat, l'évaluation comporte une analyse comparative de différents montages contractuels, notamment en termes de partage des risques, de performance, de coût global estimé hors taxes, ou encore au regard des préoccupations de développement durable.

Aux termes du rapport d'évaluation préalable, le recours au contrat de partenariat présente un bilan entre les avantages et les inconvénients plus favorable que ceux résultant de la mise en œuvre de marchés publics dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage publique (MOP).

C'est le cas en matière de délais de procédure, plus réduits en contrat de partenariat, permettant une mise à disposition plus rapide des ouvrages aux utilisateurs (G2A, scolaires, grand public) au mois de mai/juin 2014, contre février 2015 en procédure MOP. Cela permettrait au club d'athlétisme G2A de préparer une saison complète d'athlétisme effective début septembre 2014 avec les rentrées scolaire et universitaire. Cela correspond directement à l'utilité sociale et économique des investissements engagés.

C'est également le cas en matière de partage des risques, l'opérateur privé dans un contrat de partenariat assumant une partie des risques liés à l'opération de construction mais aussi les gros entretiens et renouvellements d'équipement, de sorte que l'ouvrage soit reversé en fin de contrat dans le patrimoine de la collectivité en parfait état de fonctionnement. Il en résulte un coût global actualisé (avec risques) plus avantageux dans le cadre d'un contrat de partenariat.

En € courant	MOP	Contrat de partenariat	%
Coûts actualisés (VAN) sans risque	7 512 903 €	8 018 520 €	-6.3 %
Coûts risqués (VAN) actualisés	8 175 666 €	8 049 624 €	1.6 %
Valeurs actualisées nettes globales	8 175 666 €	8 049 624 €	1.6 %

Pour ce projet, le partenaire privé serait chargé de la conception, du financement, de la construction, de la maintenance, de l'entretien et de l'exploitation technique des ouvrages, y compris le Gros Entretien Renouvellement (GER). S'agissant de la maintenance et de l'entretien, le cahier des charges définira la répartition des tâches entre la collectivité et le candidat retenu.

Pour optimiser le calendrier de la procédure d'attribution du contrat, une procédure de passation sous forme d'appel d'offres restreint est retenue.

Vu la délibération n°274 du conseil communautaire du 12 décembre 2011,

Vu le rapport d'évaluation préalable du 12 mars 2012,

Vu l'avis favorable de la commission finances/programmation du 13 mars 2012,

Vu l'avis favorable de la commission consultative des services publics locaux du 16 mars 2012,

Vu l'avis favorable du comité technique paritaire du 28 mars 2012,

Vu l'avis favorable du bureau communautaire du 29 mars 2012,

Je vous propose :

D'ADOPTER le principe du recours à un contrat de partenariat pour la construction du stade communautaire d'athlétisme.

D'APPROUVER les orientations principales et les caractéristiques de la consultation telles que décrites dans le rapport d'évaluation préalable.

DE PRECISER que le contrat de partenariat aura pour objet principal de confier au partenaire les missions suivantes :

- financement de l'opération,
- conception et réalisation des ouvrages,
- maintenance et exploitation technique des ouvrages, y compris le Gros Entretien Renouvellement.

DE FIXER la durée du contrat à 22 ans à compter de sa date de notification.

D'AUTORISER Monsieur le Président à lancer et conduire la procédure de consultation, sous forme d'appel d'offres restreint, dans les conditions définies aux articles L.1414-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

D'APPROUVER un montant d'indemnisation de 15 000 € HT maximum pour chaque candidat non retenu et ayant déposé une offre, étant précisé que le nombre de candidats admis à présenter une offre ne peut être inférieur à 5 pour la procédure d'appel d'offres restreint.

D'IMPUTER la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget principal.

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à signer tous actes et documents afférents à ce projet, notamment en matière de mise à disposition de l'emprise foncière et d'autorisations d'urbanisme.

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
A LA MAJORITE
(3 CONTRE – Mmes Feuillade-Masson, Semane et M.Baleynaud)
ADOpte LA DELIBERATION PROPOSEE.**

Certifié exécutoire :	
<u>Reçu à la Préfecture de la Charente le :</u> 30 mars 2012	<u>Affiché le :</u> 30 mars 2012